

Chaque année, 12 000 personnes sont arrêtées au Royaume-Uni pour avoir exprimé librement leur opinion

Les restrictions à la liberté d'expression se multiplient en Europe

par la rédaction Hongrie/Notre Europe centrale*

(CH-S) Les informations qui ne cadrent pas avec le discours dominant sont rarement relayées par nos médias. Cela va de pair avec la censure croissante dans l'UE et au Royaume-Uni. C'est précisément en Grande-Bretagne, bastion des démocraties représentatives occidentales, que les restrictions à la liberté d'expression prennent des proportions alarmantes, comme le rapporte la «rédaction Hongrie».

* * *

Selon des données statistiques publiées, environ 12 000 personnes sont emprisonnées chaque année en vertu de l'article 127 de la loi sur les communications de 2003 et de l'article 1 de la *Loi sur les communications malveillantes* de 1988, comme le rapporte «The Times».¹

Les interrogatoires ont été menés sur la base de publications et de commentaires suspects en ligne, qui ont ensuite été qualifiés de menaçants ou d'insultants. Ces lois criminalisent le harcèlement par l'envoi de messages électroniques «gravement insultants» ou le partage de contenus jugés «indécents, obscènes ou menaçants».

Rien qu'en 2023, 37 services de police ont procédé à 12 183 arrestations, soit environ 33 par jour. Selon le «Times», cela représente une augmentation de 58% par rapport à 2019, où seulement 7 734 arrestations avaient été enregistrées.

Parallèlement, le nombre de condamnations a diminué de moitié. Malgré des accords à l'amiable, la raison la plus fréquemment invoquée était la «difficulté à obtenir des preuves», en particulier lorsque les victimes refusaient de poursuivre la procédure.

Ces statistiques ont suscité l'indignation du public: des groupes de défense des droits civiques ont accusé les autorités de contrôler trop strictement Internet et de porter atteinte à la liberté d'expression en appliquant des lois «vagues» sur la communication.



Le sentiment de vivre dans un Etat policier ... L'image de la police britannique a changé: le gentil Bobby appartient désormais au passé. (Photo mad)

Le «Times» a mis en avant un cas particulièrement inquiétant:

Maxie Allen et *Rosalind Levine* ont été arrêtées le 29 janvier. Leur crime: elles avaient exprimé dans le groupe *WhatsApp* d'un parent privé leurs inquiétudes concernant la procédure d'admission à l'école de leur fille.

Six policiers en uniforme ont ensuite fait irruption chez elles et les ont arrêtées devant leur plus jeune enfant avant de les emmener au poste de police. Le couple a été interrogé pour harcèlement, communication malveillante et harcèlement dans l'enceinte de l'école, après que l'établissement ait affirmé qu'ils avaient «diffamé» le président du conseil des enseignants. Leurs empreintes digitales ont été prises, ils ont été fouillés et enfermés dans une cellule pendant huit heures.

«Il était difficile de se défaire du sentiment de vivre dans un Etat policier», a déclaré Mme Allen au «Daily Mail». Elle a été horrifiée par cette réaction, car ses messages «ne contenaient aucun langage insultant ni aucune menace», mais étaient simplement rédigés sur un ton «légèrement sarcastique».

Source: <https://www.unser-mittleeuropa.com/164563>, 10 avril 2025

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://www.thetimes.com/uk/crime/article/police-make-30-arrests-a-day-for-offensive-online-messages-zbv886tqf?region=global>